

ROYAUME DU MAROC





AO N°10/2025
MARCHÉ N°...../2025

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN VILLAGE DE VACANCES DE LA FONDATION À
MARTIL**

LOT N°6 : TERRAINS DE SPORT

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

| | |
|---|---|
|  <p>ARCHITECTE : CABINET YOUSSEF MELEHI 19, Bis Rue Moulay Rachid - Appart N° 10 – Hassan 10 000 - RABAT- MAROC-</p> |  <p>BUREAU DES ETUDES TECHNIQUES : OFFICE TECHNICAL STUDY « OTS » Bureau N°4 Immeuble MYRAMAR Bv. Mansour Eddahbi, Rue Jamal Eddine Afghani - Kenitra</p> |
|---|---|

TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN VILLAGE DE VACANCES DE LA FONDATION À MARTIL

LOT N°6 : TERRAINS DE SPORT

APPEL D'OFFRES N°/2025

Marché N° :/2025

Marché passé par appel d'offres sur offres de prix en application de l'article 16 et de l'article 17 du Règlement Particulier des marchés de la Fondation Mohammed VI de Promotion des Œuvres Sociales de L'Éducation-Formation.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Fondation Mohammed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Éducation – Formation, représentée par son président ou toute personne désignée à cet effet, désignée ci – après par le terme « Maître d'ouvrage » ou « Fondation »

1. CAS D'UNE PERSONNE MORALE

D'UNE PART

Et:

Monsieur :
Agissant au nom et pour le compte de :
Inscrit au registre de commerce de : Sous le n°:
Affiliée à la caisse Nationale de sécurité sous le n°:
Patente :
IF :
Adresse du siège social de la société :
En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés faisant élection de domicile à :

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés désigné ci-après par le mot « Entrepreneur »

D'AUTRE PART

2. CAS D'UNE PERSONNE PHYSIQUE

3. CAS D'UN GROUPEMENT

Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention (Les références de la convention)

Membre 1 :

Monsieur
Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Capital social
Registre de commerce de n°
Patente n°
CNSS
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire (RIB).....
ouvert au nom de.....

Membre 2 :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Capital social

Registre de commerce den°

Patente n°

CNSS

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire (RIB).....

ouvert au nom de.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par " L'entrepreneur".

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI :

SOMMAIRE :

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE..... | 7 |
| ARTICLE 2. MAITRE D'OUVRAGE..... | 7 |
| ARTICLE 3. INTERVENANTS DU PROJET..... | 7 |
| ARTICLE 4. CONSISTANCE DES TRAVAUX | 7 |
| ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE | 7 |
| ARTICLE 6. REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET AUX SPECIAUX :..... | 7 |
| ARTICLE 7. VALIDITE DU MARCHE ET NOTIFICATION D'APPROBATION..... | 8 |
| ARTICLE 8. DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR..... | 9 |
| ARTICLE 9. NANTISSEMENT..... | 9 |
| ARTICLE 10. SOUS – TRAITANCE..... | 9 |
| ARTICLE 11. DELAI D'EXECUTION | 9 |
| ARTICLE 12. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX..... | 9 |
| ARTICLE 13. NATURE DES PRIX..... | 10 |
| ARTICLE 14. PRIX DU MARCHE | 10 |
| ARTICLE 15. EXONERATION DE TAXES | 10 |
| ARTICLE 16. REVISION DES PRIX..... | 10 |
| ARTICLE 17. CAUTIONNEMENT..... | 11 |
| ARTICLE 18. ASSURANCES ET RESPONSABILITE | 11 |
| ARTICLE 19. MODALITE DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT | 12 |
| ARTICLE 20. RETENUE DE GARANTIE..... | 12 |
| ARTICLE 21. RESILIATION ET AJOURNEMENT DU MARCHE | 12 |
| ARTICLE 22. RECEPTION PROVISOIRE | 12 |
| ARTICLE 23. DELAI DE GARANTIE | 13 |
| ARTICLE 24. RECEPTION DEFINITIVE..... | 13 |
| ARTICLE 25. REGLEMENT JUDICIAIRE ET DE LITIGES | 13 |
| ARTICLE 26. CAS DE FORCE MAJEURE..... | 13 |
| ARTICLE 27. LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERET..... | 13 |
| ARTICLE 28. DROIT D'ENREGISTREMENT..... | 14 |
| ARTICLE 29. DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR..... | 16 |
| ARTICLE 30. CONNAISSANCE DU DOSSIER ET DES LIEUX | 16 |
| ARTICLE 31. REPRESENTATION ET EQUIPE PROJET | 16 |
| ARTICLE 32. CONTROLE DES BATIMENTS..... | 17 |
| ARTICLE 33. DOCUMENTS..... | 17 |
| ARTICLE 34. LIAISON AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE..... | 17 |
| ARTICLE 35. OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR..... | 17 |
| ARTICLE 36. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR | 17 |
| ARTICLE 37. NETTOYAGE DU SITE..... | 18 |
| ARTICLE 38. ORGANISATION DES TRAVAUX..... | 18 |
| ARTICLE 39. MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX – ATTACHEMENTS | 18 |
| ARTICLE 40. CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX | 19 |
| ARTICLE 41. TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES ET OUVRAGES NON PREVUS..... | 19 |
| ARTICLE 42. MALFAÇONS | 19 |
| ARTICLE 43. MESURE DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX | 19 |

| | | |
|--------------------|---|-----------|
| ARTICLE 44. | PLANS DE RECOLLEMENT | 20 |
| ARTICLE 45. | REGLEMENT DE POLICE ET DE VOIRIE | 20 |
| ARTICLE 46. | FRAIS DIVERS ET ETUDES TECHNIQUES | 20 |
| ARTICLE 47. | AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX | 20 |
| ARTICLE 48. | CHANGEMENT DANS DIVERSES NATURES D'OUVRAGES | 20 |
| ARTICLE 49. | DEROGATION AU C.C.A.G.T ET D.G.A | 20 |
| ARTICLE 50. | ECHANTILLONNAGE | 20 |
| ARTICLE 51. | ORDRES DE SERVICE – LETTRES – INSTRUCTIONS..... | 21 |
| ARTICLE 52. | ARRET OU ABANDON DES TRAVAUX-RESILIATION..... | 21 |
| ARTICLE 53. | AGREMENT DU MATERIEL | 21 |
| ARTICLE 54. | COMPTE PRORATA..... | 21 |
| ARTICLE 55. | PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR | 23 |

CHAPITRE-I- CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet : **TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN VILLAGE DE VACANCES DE LA FONDATION À MARTIL**
LOT N°6 : TERRAINS DE SPORT

ARTICLE 2. MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage est : **FONDATION MOHAMMED VI DE PROMOTION DES ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION – FORMATION**

ARTICLE 3. INTERVENANTS DU PROJET

Architecte : Youssef Melehi Architecte

- Adresse : 19, rue Moulay Rachid 10000 Rabat - Maroc
- Tél : 05 37 70 05 39
- Email: y.melehi@ima.ma

Bureau d'étude technique : Office of Technical Study (OTS)

- Tél : 05 37 32 43 11
- Email: technicalbet@gmail.com

Bureau de contrôle technique : Socotec Maroc

- Tél : 05 39 34 00 41/42
- Email: tanger@socotec.com

ARTICLE 4. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent marché comprend la construction de terrains de sport au niveau **du village de vacances de la Fondation à Martil**. Il s'agit de la construction des terrains suivants :

- Deux terrains de padel

ARTICLE 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les obligations de l'entrepreneur, pour l'exécution des travaux, objet du marché résultent de l'ensemble des documents suivants constituant le dossier de l'appel d'offres :

PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles constituant le marché seront par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement,
- Le présent cahier des prescriptions spéciales,
- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- Le CCAAT applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation Mohammed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Éducation-Formation du 01/04/2021.

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus, les pièces prévalent dans l'ordre ou elles sont énumérées.

Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché :

1. Les ordres de services ;
2. Les avenants éventuels ;
3. Les décisions d'augmentation éventuelles dans la masse des travaux.

ARTICLE 6. REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX ET AUX SPÉCIAUX :

TEXTES GÉNÉRAUX

- La loi n°73-00 du 01 Août 2001 portant création de la Fondation Mohammed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Éducation – Formation telle qu'elle a été modifiée et complétée.
- Le Règlement des marchés de la Fondation Mohammed VI de la Promotion de Œuvres Sociales de l'Éducation – Formation du 01 Avril 2021, telle qu'il a été modifié et complété
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés des travaux exécutés pour le compte de la Fondation du 01 Avril 2021.

- Le Dahir n° 1-15-05 du 19-02-2015, portant exécution de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics (B.O. n° 6344 du 19 mars 2015).
- La Circulaire du Ministère des Travaux Publics, de la Formation Professionnelle et de la Formation des Cadres n° D.A.T./31/716 du 14 Février 1994 prescrivant les mesures de sécurité dans les chantiers de Bâtiment et de Travaux Publics.
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

TEXTES SPECIAUX

- Le devis général d'Architecture (édition 1956) du Royaume du Maroc fixant les conditions d'exécution des travaux concernant les bâtiments administratifs.
- Devis général pour les travaux d'assainissement (Edition 1961)
- Règles d'exécution des travaux d'étanchéité (Cahier noir) et norme marocaine au sujet des règles et spécifications sur les matériaux et produit d'étanchéité.
- Règlements locaux concernant l'alimentation en eaux et en électricité des immeubles.
- L'ensemble des normes marocaines, ou à défaut les normes françaises, et les prescriptions techniques provisoires ayant valeur de cahier de charge D.T.U.
- Le Dahir n° 170-157 du 26 Joumada I 1390 (30 / 07 / 70) relatif à la normalisation industrielle notamment son article 3 définissant l'ensemble des normes marocaines homologuées se rapportant aux travaux du bâtiment.
- La circulaire n° 1-61 SGG du 30/01/61 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication marocaine.
- La circulaire n° 6001 bis du 07/08/58 relatives aux transports des matériaux et marchandises pour l'exécution des travaux publics.

Toute clause insérée dans les documents auxquels se réfère le présent marché et contraire aux dispositions de Règlement Particulier des marchés de la Fondation doit être considérée comme abrogée.

L'Entrepreneur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le présent marché pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

Si le présent marché déroge à une prescription du CCAGT applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation du 01/04/2021 ou du D.G.A, l'entrepreneur se conformera aux prescriptions du présent C P S.

ARTICLE 7. VALIDITE DU MARCHE ET NOTIFICATION D'APPROBATION

○ VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif, qu'après son approbation par le Président de la Fondation Mohammed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Éducation- Formation.

○ NOTIFICATION D'APPROBATION

En application de l'article 134 du Règlement des marchés de la Fondation Mohammed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Éducation – Formation, l'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du Règlement des marchés de la Fondation Mohammed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Éducation – Formation, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée, à sa demande, de son cautionnement provisoire.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, proposer à l'attributaire, par lettre recommandée, de maintenir son offre pour une période supplémentaire. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

ARTICLE 8. DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur est tenu d'élire, domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître à la Fondation dans le délai de quinze 15 jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent à son marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au domicile élu ou au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser la Fondation, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9. NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n° 112.13 relative au nantissement des marchés publics étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du Monsieur le Président de la Fondation Mohammed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Éducation - Formation ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;
2. Les paiements prévus au marché seront effectués par l'Agent Comptable accrédité auprès de la Fondation Mohammed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Éducation - Formation seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du fournisseur.
3. Le maître d'ouvrage remet à l'entrepreneur sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 10. SOUS – TRAITANCE

Conformément à l'article 140 du Règlement Particulier des marchés de la Fondation Mohammed VI de Promotion des Œuvres Sociales de l'Éducation – Formation, la sous-traitance ne peut être accordée qu'à un sous-traitant remplissant les conditions requises de l'attributaire du marché.

Elle est limitée à l'exécution de la partie sous – traitée de marché.

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'autorisation écrite par le Maître d'Ouvrage

Dans tous les cas. L'entrepreneur demeure personnellement responsable tant envers le Maître d'Ouvrage que vis à vis des ouvriers et de tiers.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

En aucun cas, la sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

ARTICLE 11. DELAI D'EXECUTION

Le délai global de la réalisation de l'ensemble des travaux est fixé à **Trois mois (3 mois)**.

Le délai d'exécution des travaux prendra effet à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

ARTICLE 12. PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

A défaut par l'entrepreneur d'avoir terminé les travaux des ouvrages dans le délai prescrit ci-dessus, il lui sera appliqué une pénalité **d'un pour mille (1‰)** par jour calendaire de retard du montant du marché initial éventuellement majoré par les montants hors taxes correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Le montant des pénalités est plafonné à huit pour cent (8%) du montant du marché initial éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAGT applicable aux marchés de la Fondation.

ARTICLE 13. NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaire.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE 14. PRIX DU MARCHÉ

Les prix établis par l'entrepreneur correspondent à des ouvrages en parfait état d'achèvement et de fonctionnement, il comprend toutes sujétions nécessaires pour une parfaite réalisation des ouvrages.

Il est formellement stipulé que l'entrepreneur est réputé avoir parfaite connaissance de la nature, des conditions et difficultés d'exécution du projet, avoir visité l'emplacement des travaux objet du marché, s'être rendu sur place et s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition des prix et avoir toutes les précisions désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché.

En supplément des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les ouvrages (main d'œuvre, matériaux, matériel, etc...), sont compris dans les prix les charges suivantes :

- L'élaboration des études d'exécution liées au projet par un bureau d'études agréé,
- Les frais des métrés établis par un métreur accepté par la Fondation,
- Les études supplémentaires, l'exécution des plans de détail et les métrés,
- Les contrôles des matériaux tels que définis par les normes, les règlements en vigueur et les spécifications particulières du marché,
- La totalité de la main d'œuvre de direction, de surveillance, et d'exécution des ouvrages, appointements, salaires, frais de voyage et de séjour, charges annexes, primes et indemnités de toute nature, etc...
- Les moyens à mettre en œuvre et les dépenses à engager pour assurer le fonctionnement sur place.
- Les frais d'amenée, de mise en œuvre, d'entretien, et de gardiennage du matériel nécessaire conforme à celui indiqué dans l'offre de l'entrepreneur,
- Les frais de timbres et d'enregistrement.
- Les frais de reproduction en 10 exemplaires des pièces du marché.
- L'enlèvement de toutes les installations de l'entrepreneur en fin de chantier, et de tous les dépôts de matériaux, terres, gravats, etc... y compris l'enlèvement des terres, déchets et autres matières provenant de l'exécution des travaux, la remise en état des lieux et le nettoyage de tous les ouvrages avant réception.
- Les frais d'assurances de tous ordres (Tous risques chantier, individuelles ou collectives, etc.) ;

ARTICLE 15. EXONERATION DE TAXES

La Fondation étant exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux dispositions de l'article 92 – I (14°) du Code Général des impôts, les paiements s'effectueront en hors taxe, une attestation d'exonération de la TVA sera délivrée par les autorités compétentes à cette fin et ce suite à la présentation, par le titulaire du présent marché, d'une facture proforma arrêtée en toutes taxes comprises faisant apparaître le montant en hors taxes, le montant de la TVA, en précisant l'identifiant fiscale et l'identifiant commun de l'entreprise du titulaire.

Le décompte sera établi en fourni au Maître d'ouvrage en hors taxes, en mentionnant la référence de l'attestation d'exonération y afférente.

ARTICLE 16. REVISION DES PRIX

Les prix relatifs au présent marché seront révisables selon la formule suivante :

$$P = P_0 [0.15 + 0.85 (BAT_2 / BAT_0)]$$

Définition des index :

P = Prix révisé de la prestation considérée.

P₀ = Prix initial de cette même prestation.

BAT 2 = index global relatif aux travaux de Menuiserie à la date de l'exigibilité de la révision.

BAT 0 = index global relatif aux travaux de Menuiserie à l'époque de base.

Les règles et conditions de révision des prix sont celles fixées par l'Arrêté du Chef du gouvernement n° 3-302-15 du 15 safar 1437 fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics. (B.O. n° 6422 du 17 décembre 2015).

ARTICLE 17. CAUTIONNEMENT

- Cautionnement provisoire

En application de l'article 15 du C.C.A.G –T applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation, le cautionnement provisoire du présent marché est fixé à **Quatorze mille dirhams (14 000 dhs)**.

Le cautionnement provisoire reste acquis à la Fondation notamment dans les cas cités à l'article 40 du règlement particulier des marchés de la Fondation et l'article 18 du CCAG-T de la Fondation.

- Cautionnement définitive

Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3 %)** du montant du marché TTC.

Ce cautionnement devra être constitué dans les conditions fixées par l'article 15 du CCAGT applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la main levée des cautions correspondantes sera délivrée par le Maître d'Ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive du marché.

ARTICLE 18. ASSURANCES ET RESPONSABILITE

1 – Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser au Maître d'Ouvrage, les copies des polices d'assurances qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché, à savoir celles se rapportant :

a) Aux véhicules automobiles utilisés éventuellement dans le complexe qui doivent être assurés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

b) Aux accidents du travail, pouvant survenir au personnel de l'entrepreneur, qui doivent être couverts par une assurance conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

La Fondation ne peut être tenue pour responsable des dommages ou indemnités légales à payer en cas d'accidents survenus aux ouvriers ou employés de l'entrepreneur ou des sous-traitants.

A ce titre, l'entrepreneur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute demande de dommages-intérêts et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charge et dépense de toute nature relative à ces accidents.

L'entrepreneur est tenu d'informer par écrit le Maître d'Ouvrage de tout accident survenu sur son chantier et le consigner sur le cahier de chantier prévu par le cahier des prescriptions communes ou le cahier des prescriptions spéciales.

c) A la responsabilité civile incombant :

- A l'entrepreneur, en raison des dommages causés aux tiers par les ouvrages objet du marché, jusqu'à la réception définitive, les matériaux, le matériel, les installations, le personnel de l'entrepreneur, etc. quand il est démontré que ces dommages résultent d'un fait de l'entrepreneur, de ses agents ou d'un défaut de ses installations ou de ses matériels.

- A l'entrepreneur, en raison des dommages causés sur le site et ses dépendances aux agents du Maître d'Ouvrage ou de ses représentants ainsi qu'aux tiers autorisés par le Maître d'Ouvrage à accéder au site, jusqu'à la réception définitive.

- A la maîtrise d'Ouvrage, en raison des dommages causés au tiers sur le site et ses dépendances par ses ouvrages, ses matériels, ses marchandises, ses installations, ses agents etc. Le contrat d'assurance correspondant à cette responsabilité doit contenir une clause de renonciation de recours contre le Maître d'Ouvrage.

- A la maîtrise d'ouvrage, en raison des dommages causés au personnel de l'entrepreneur et provenant, soit du fait de ses agents, soit du matériel ou des tiers dont il serait responsable, et qui entraîneraient un recours de la victime ou de l'assurance « Accident du travail ».

d) Tous risques chantier, couvrant l'ensemble des constructions, installations approvisionnements, matériels approvisionnés sur chantier, pertes, avaries, détérioration quelle qu'en soit la cause, en particulier par cause

fortuite telle que maladresse, négligence, vol ou détournement, incendie, tempête, ouragan, cyclone, affaissement de terrain, dégâts des eaux. Cette assurance doit couvrir aussi les activités sur le chantier du Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre.

3- L'entrepreneur est tenu de renouveler les assurances prévues au paragraphe 1 du présent article de manière à ce que la période d'exécution des travaux soit constamment couverte par les assurances prévues par le marché. L'entrepreneur est tenu de présenter, sur demande du Maître d'Ouvrage, la justification du paiement régulier des primes d'assurance prévues ci-dessus.

4 – En outre, l'entrepreneur devra garantir le Maître d'Ouvrage contre les conséquences de tout autre dommage ou préjudice causé par lui à l'occasion des travaux à toute personne et à toute propriété.

5 — Sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 79 du CCAG-T de la Fondation aucune modification concernant les polices d'assurance ne peut être introduite sans l'accord préalable écrit de la Fondation.

Aucune résiliation des polices d'assurances ne peut être effectuée sans la souscription préalable d'une police d'assurance de portée équivalente acceptée par la Fondation.

6 – Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus s'appliquent également aux sous-traitants.

ARTICLE 19. MODALITE DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT

Le décompte est établi en appliquant aux quantités d'ouvrages réellement exécutées et régulièrement constatées, les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif, en tenant compte, s'il y a lieu, du montant résultant de la révision des prix.

Les sommes dues à l'entrepreneur seront payées par virement au compte postale ou bancaire de l'entrepreneur mentionné dans son acte d'engagement sur présentation de décomptes établis au fur et à mesure de l'avancement des travaux dûment signés, arrêtés et certifiés par l'ensemble des intervenants et le maître d'ouvrage.

ARTICLE 20. RETENUE DE GARANTIE

Le paiement des acomptes s'effectue au même rythme que celui fixé pour l'établissement des décomptes provisoires sauf retenue d'un dixième (1/10) pour garantie.

La retenue de garantie cesse de croître lorsqu'elle atteint sept pour cent (7 %) du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut, si l'entrepreneur le demande, être remplacée par une caution bancaire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 21. RESILIATION ET AJOURNEMENT DU MARCHE

Résiliation

Lorsque le marché est résilié, la résiliation est acquise dans les conditions prévues dans le CCAGT applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation.

Ajournement du marché

L'ajournement ou cessation des travaux est fait selon les conditions prévues dans l'article 48 du CCAGT applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation.

ARTICLE 22. RECEPTION PROVISOIRE

Conformément à l'article 73 du C.C.A.G.T applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation, l'entrepreneur est tenu d'aviser le Maître d'Ouvrage par écrit de la date d'achèvement des travaux.

Il est procédé alors aux opérations préalables à la réception provisoire des ouvrages, par la ou les personnes désignées par la Fondation, en présence de l'entrepreneur puis à la prononciation de la réception provisoire, si aucune observation ou réserve n'a été émise, le cas échéant, l'entrepreneur doit remédier, à ses frais aux

imperfections et malfaçons correspondantes constatées par la maîtrise d'œuvre et le Maître d'Ouvrage dans un délai fixé par ce dernier par ordre de service.

En cas d'absence de l'entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui doit être dressé sur place et signé par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 23. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie de tous les travaux est fixé à douze mois (12 mois) à partir de la date de réception provisoire. Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir à ses frais. Il reste de même responsable des actions ou indemnités formulées par les tiers pour dommages résultant de l'exécution des travaux.

La garantie relative aux travaux réalisés par l'entrepreneur est celle fixée par les normes en vigueur.

L'entrepreneur est tenu de respecter les dispositions prévues par l'article 75 du CCAGT applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation.

Si à la fin dudit délai de garantie et sous réserve de l'application de l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 75 du CCAG-T de la Fondation, l'entrepreneur n'a pas remédié aux imperfections ou malfaçons, il est fait application des mesures prévues par l'article 79 du CCAG-T de la Fondation.

ARTICLE 24. RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée conformément aux dispositions de l'article 76 du C.C.A.G-T applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation.

La réception définitive des travaux donne lieu à l'élaboration d'un procès-verbal signé par la ou les personnes désignées par la Fondation, par l'entrepreneur et le cas échéant par le maître d'œuvre. Une copie dudit procès-verbal est remise à l'entrepreneur.

Après la réception définitive, l'entrepreneur restera soumis à la responsabilité de droit commun définie par les lois en vigueur.

ARTICLE 25. REGLEMENT JUDICIAIRE ET DE LITIGES

En application de l'article 83 du CCAGT applicables aux marchés des travaux de la Fondation, tout litige entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur est soumis aux tribunaux administratifs de Rabat, et l'application des articles 82 et 83 du CCAGT applicables aux marchés des travaux de la Fondation, relatif aux contestations.

ARTICLE 26. CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, l'entrepreneur a droit à une augmentation raisonnable des délais d'exécution qui doit faire l'objet d'un avenant.

Aucune indemnité ne peut être accordée à l'entrepreneur pour perte totale ou partielle de son matériel, les frais d'assurance de ce matériel étant réputés compris dans les prix du marché.

L'entrepreneur qui invoque le cas de force majeure devra aussitôt après l'apparition d'un tel cas, et dans un délai maximum de sept (7) jours, adresser à la Fondation une notification par lettre recommandée établissant les éléments constitutifs de la force majeure et ses conséquences probables sur la réalisation du marché.

Dans tous les cas, l'entrepreneur doit prendre toutes dispositions utiles pour assurer, dans les plus brefs délais, la reprise normale de l'exécution des obligations affectées par le cas de force majeure.

ARTICLE 27. LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERET

L'entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

L'entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 28. DROIT D'ENREGISTREMENT

L'entrepreneur acquitte les droits auxquels peut donner lieu l'enregistrement du marché tel que ses droits résultent des lois et règlements en vigueur.

CHAPITRE-II- CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERE

ARTICLE 29. DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur devra fournir les documents suivants visés dans les articles du présent cahier :

- **Désignation de l'équipe d'encadrement ;**
- **Attestations d'assurance ;**
- **Plans de recollement ;**

ARTICLE 30. CONNAISSANCE DU DOSSIER ET DES LIEUX

Une série complète des plans dressés par la Maîtrise d'œuvre ayant été remise en même temps que le présent dossier des pièces contractuelles à l'entreprise soumissionnaire, celle-ci déclare :

- Avoir apprécié toutes difficultés résultant du terrain, de l'emplacement des constructions, des accès, des alimentations en eau et en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter en cours des travaux pour lesquels aucune réclamation ne sera prise en considération.
- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des travaux.
- Avoir fait préciser tous les points susceptibles de contestation.
- Avoir fait tous calculs et tous détails.
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature d'ouvrage présenté par elle et de nature à donner lieu à discussion.
- Par ailleurs, l'entrepreneur est réputé avoir examiné l'emplacement du site et les conditions d'accès, les lieux, les installations existantes et projetées. Le prestataire est réputé avoir étudié toutes les conditions du marché et avoir lui-même contrôlé en détail que les travaux peuvent être exécutés conformément à ces conditions.

La Fondation se réserve le droit d'apporter les modifications qu'elle juge utile pour la réalisation, des travaux. Ces modifications seront traitées au même titre que le reste des travaux sur la base du bordereau des prix sans que cela donne lieu à une quelconque plus-value.

ARTICLE 31. REPRESENTATION ET EQUIPE PROJET

REPRESENTATION

1- Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur doit être présent aux réunions de chantier convenues avec la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'ouvrage ou celles demandées par ce dernier sur le lieu d'exécution des travaux ou se faire représenter par un cadre technique, dûment agréé par le Maître d'Ouvrage, muni des pouvoirs nécessaires, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

La demande écrite présentée par l'entrepreneur en vue de l'agrément d'un nouveau représentant doit être accompagnée de toutes références utiles concernant cet agent et faire connaître exactement l'étendue des pouvoirs qui lui sont accordés par l'entrepreneur au point de vue de la conduite des travaux que du règlement des comptes.

Quel que soit le motif de remplacement du personnel, l'agrément des nouveaux cadres proposés s'effectuera sur la base des curriculum vitae, lesquels devront faire valoir une expérience et une compétence au moins similaires à celles des profils initiaux.

2- L'entrepreneur ou son représentant est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressées pour se rendre soit dans les bureaux du Maître d'Ouvrage soit sur les lieux des travaux, toutes les fois qu'il en est requis.

Des procès-verbaux écrits doivent être produits à l'issue de réunions ou de visites de chantier effectuées en présence de l'entrepreneur.

EQUIPE PROJET

La désignation de l'équipe du projet devra être faite au plus tard 7 jours calendaires à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service de commencement des travaux à l'Entrepreneur.

Cette équipe est composée du :

- **Responsable chargé des travaux** : Un cadre technique de profil ayant une expérience de 3 ans minimum ayant assuré la direction de réalisation des travaux de chantiers similaires et appartenant à l'entreprise chargée des travaux. Ce responsable devra être en présence permanente sur le chantier afin d'assurer la coordination et le bon déroulement des travaux, la gestion de l'interface le concernant avec les différents corps d'état.

ARTICLE 32. CONTROLE DES BATIMENTS

Nonobstant le contrôle et la surveillance normale des travaux par la Maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur devra laisser libre accès de ses chantiers aux représentants du Maître d'Ouvrage, leur présenter s'ils le demandent toutes pièces du marché et leur fournir tous renseignements et explications utiles pour faciliter leur mission.

ARTICLE 33. DOCUMENTS

L'entrepreneur est tenu de vérifier les côtes et la concordance entre les plans BET et les plans d'architecture ainsi que les documents remis et l'état des lieux et de signaler en temps voulu toutes erreurs qui auraient pu se glisser dans les plans ou pièces écrites qui lui seraient notifiés.

Aucune côte ne sera prise à l'échelle sur les plans pour l'exécution des travaux. L'entrepreneur devra s'assurer sur place avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications des plans et dessins de détails. Dans le cas de doute, il se référera immédiatement au Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 34. LIAISON AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Toutes les fois qu'il est requis, l'entrepreneur doit se rendre sur convocation du Maître d'Ouvrage dans ses bureaux ou sur le chantier et en particulier pour les réunions de chantier.

Au cas où il ne pourrait pas assister personnellement aux réunions prévues, il doit auparavant adresser au Maître d'Ouvrage la liste des personnes qui pourraient agir en son nom et pour son compte avec leurs fonctions et références qui assisteront à sa place à ces réunions.

Dans tous les cas, la présence aux réunions d'un responsable habilité à prendre des décisions et les faire appliquer par son entreprise est indispensable, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou arrêtée par manque de pouvoir de décision.

L'entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage et à sa demande tous les renseignements intéressant l'exécution et l'avancement des travaux.

ARTICLE 35. OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

1. L'entrepreneur se conformera strictement aux plans, dessins de détail et cahier des charges techniques qui lui seront communiqués
2. L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourrait lui manquer, dans ces conditions il ne pourra jamais, se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté du Maître d'Ouvrage.
3. Le délai fixé pour le dégagement le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur, est de 15 (quinze) jours de calendrier à compter de la date de la réception provisoire.

ARTICLE 36. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur, de par sa signature, reconnaît qu'il est seul responsable de tous accidents ou dommages, matériels ou corporels, du fait direct ou indirect des travaux ou fournitures objet du marché ou causés par son personnel ou son matériel.

Cette responsabilité s'étend aussi bien pendant l'exécution des travaux qu'après leur achèvement, pendant la période de responsabilité légale et à la complète décharge du maître d'ouvrage.

En conséquence, il est en particulier responsable :

- Du respect de toutes obligations résultant des lois et décrets en vigueur, des règlements de police, de voirie, d'hygiène, de sécurité etc.... dans l'organisation des travaux, de même que des obligations relatives à la législation de la Sécurité Sociale.
- De tous accidents qui pourraient survenir à lui-même, à son personnel, aux agents du maître d'ouvrage et des agents de contrôle ou à tous tiers présents sur les lieux des travaux.
- Des études et des travaux faits par lui, il supporterait les dépenses supplémentaires auxquelles la correction de ses erreurs ou de ses omissions pourrait donner lieu, y compris les réfections ou transformations qui seraient imposées à la suite d'une inspection par un organisme agréé, pour mise en conformité des installations avec les règlements en vigueur.
- De toute action intentée contre le maître d'ouvrage, y compris les revendications des titulaires de brevets, licences, marques de fabrique ou autres, relatives aux travaux faisant l'objet du marché.
- Des frais de réparation de tous dommages résultant des avaries qu'auraient subies au cours de l'exécution des travaux ou à la suite de ceux-ci, les ouvrages et installations publics ou privés, apparents ou souterrains, que ces ouvrages et installations soient ou non indiqués sur les plans établis par la Maîtrise d'œuvre.

Ces responsabilités ne seront atténuées en rien par les vérifications et les approbations données par le maître d'ouvrage, et la maîtrise d'œuvre sur les dispositions d'ensemble ou de détail ou sur les plans des travaux ou fournitures à effectuer.

ARTICLE 37. NETTOYAGE DU SITE

L'Entrepreneur doit nettoyer régulièrement les parties d'ouvrage dans lesquelles son intervention a eu lieu ainsi que les débris divers qui proviennent de son activité.

Le Maître d'Ouvrage pourra à tout moment exiger ce nettoyage lorsqu'il n'aura pas été exécuté spontanément. Les locaux doivent être laissés parfaitement nets.

Les débris seront déposés aux voisinages des bâtiments, à un ou plusieurs endroits désignés par le Maître d'Ouvrage.

Ils seront ensuite enlevés par l'entrepreneur, qui aura à sa charge et frais les transporteurs décharges publiques. En tout état de cause, le nettoyage devrait être fait chaque fois que c'est nécessaire, ainsi que dans un délai de quinze jours après la fin des travaux, les frais étant dans tous les cas à la charge de L'Entreprise.

ARTICLE 38. ORGANISATION DES TRAVAUX

L'entrepreneur devra déposer tous les échantillons des produits retenus dans un local défini par le maître d'Ouvrage à cet effet qui servira jusqu'à la fin des travaux de bureau des échantillons. L'entrepreneur y déposera également un cahier TRIFOLD destiné aux diverses inscriptions intéressant les travaux.

ARTICLE 39. MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX – ATTACHEMENTS

Les attachements seront établis à partir des relevés faits sur place, des quantités réellement exécutées, seront pris au fur et à mesure de l'avancement des travaux contradictoirement entre le représentant du Maître d'Ouvrage, de l'Architecte, du Bureau d'Etude et l'entrepreneur.

A cet effet, l'entrepreneur doit se soumettre aux dispositions de l'article 61 du CCAGT applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation.

Ces attachements seront pris au fur et à mesure de l'avancement des travaux, pour déterminer tous les faits matériels utiles au règlement et qui ne pourraient être constatés ultérieurement.

L'entrepreneur devra avertir la Fondation au moins sept (7) jours avant la date de prise d'attachement qu'il propose.

Les situations, dûment validées par la maîtrise d'œuvre seront présentées à la Fondation pour approbation avant paiement.

Tous les attachements (sous forme de PV ou de plans) seront établis et signés en cinq exemplaires minimum chacun des signataires conservera une copie dûment signée.

Au cas où l'entrepreneur n'assiste pas aux prises d'attachement ou ne les signe pas, ils lui seront transmis sous pli recommandé par la Fondation et lui sera accordé un délai d'acceptation. Passé ce délai, les attachements sont censés être acceptés par lui comme s'ils étaient signés sans aucune réserve.

Le paragraphe ci-dessus s'applique aussi au cas où des rectifications seront apportées par la Fondation sur les situations et métrés présentés par l'entreprise.

ARTICLE 40. CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX

Le contrôle technique des travaux sera assuré par le maître de l'ouvrage, l'Architecte et le Bureau d'Etudes Techniques.

L'entrepreneur sera soumis au contrôle technique pour l'ensemble des travaux de son marché.

Pendant toute la durée des travaux, les agents chargés de contrôle auront libre accès au site, et pourront prélever aussi souvent que nécessaire pour examen, les échantillons de matériaux et de matériel à mettre en œuvre.

L'entrepreneur sera tenu de fournir à ses frais, la main-d'œuvre, les charges, etc... nécessaires aux essais, prévus soit par le C.P.S soit par le devis général d'architecture.

ARTICLE 41. TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES ET OUVRAGES NON PREVUS

Au cas où le maître d'ouvrage juge nécessaire, sans changer l'objet du marché, d'exécution des ouvrages ou travaux ne figurant pas au bordereau des prix détail estimatif, l'entrepreneur se conformera aux ordres de service qu'il reçoit à ce sujet conformément aux dispositions de l'article 55 du C.C.A.G.T applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation.

Travaux sans autorisation

Si l'Entrepreneur apporte sans autorisation des modifications aux travaux, tels qu'ils sont définis par le Marché, le Maître d'Ouvrage pourra à son gré sur proposition de la Maîtrise d'œuvres :

- Soit exiger les démolitions, corrections, reprises nécessaires, à l'exécution exacte du Marché, sans préjudice d'une part des réfections qu'il pourrait exiger sur le montant du marché, si ces démolitions, corrections, reprises, entraînent une diminution de la qualité finale des ouvrages, et d'autre part, de tout autre incidence.
- Soit accepter les modifications opérées et dans ce cas le Maître de l'ouvrage ne doit aucun paiement supplémentaire si les ouvrages modifiés ont entraîné pour l'Entrepreneur des dépenses supérieures à celles afférentes aux ouvrages initialement prévus.

Il est par contre en droit de diminuer les prix du Marché du montant des économies si le coût des ouvrages modifiés est moins élevé que celui des ouvrages initialement prévus.

ARTICLE 42. MALFAÇONS

Si des malfaçons viennent à être décelées, les ouvrages seront refaits à la charge de l'Entrepreneur. Si ces réfections entraînent des dépenses pour d'autres entreprises, elles seront également à la charge de l'Entrepreneur.

ARTICLE 43. MESURE DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

A chaque réunion des travaux l'entreprise sera tenue de produire et d'afficher un tableau d'avancement hebdomadaire des travaux indiquant les quantités de travaux réalisés.

Ce tableau d'avancement des travaux devra être communiqué la veille de la réunion au Bureau d'Etudes Techniques et au maître d'ouvrage.

ARTICLE 44. PLANS DE RECOLLEMENT

En fin d'exécution, l'entrepreneur remettra au maître de l'ouvrage quatre tirages couleur de plans de recollement au format approprié qui seront pliés au format 21x29,7 et un fichier numérique sur support informatique, des ouvrages tels qu'ils ont été réellement exécutés, repérés par des symboles et teintes conventionnelles avec indication de la nature des ouvrages, les cotations nécessaires, des sections ou autres caractéristiques.

Faute de l'entrepreneur d'avoir fourni les plans de recollement Trente (30) jours calendaires après la date de la réception provisoire, il lui sera appliqué une retenue de 1% du montant du marché arrondi à la dizaine de dirhams supérieur.

Aucun décompte définitif ne sera réglé à l'entreprise avant la remise du dossier de recollement.

ARTICLE 45. REGLEMENT DE POLICE ET DE VOIRIE

L'entrepreneur devra se soumettre aux règlements de voirie et de police en vigueur. Il sera tenu responsable de tous les dégâts ou détournements commis par son personnel ou par les tiers sur le site des travaux.

ARTICLE 46. FRAIS DIVERS ET ETUDES TECHNIQUES

L'entreprise supportera tous les frais suivants :

1. ETUDES D'EXECUTION

L'entrepreneur, aura à sa charge l'établissement des études et détails d'exécution techniques liés au projet par un bureau d'études agréé à faire valider par la maîtrise d'œuvre.

2. LABORATOIRE :

Les frais afférents à tout essai que le Maître d'Ouvrage et la maîtrise d'œuvre jugeront nécessaire seront à la charge de l'entreprise.

Les essais seront effectués conformément aux normes marocaines en vigueur. Ils seront faits par un laboratoire ayant la qualification et la classification adéquates si cela est demandé par le Maître d'Ouvrage.

3. METRE :

Les situations provisoires et le décompte définitif seront accompagnés de mètre justificatif établis par l'entreprise ou par un mètreur accepté par le maître d'ouvrage, les frais afférents aux mètres seront à la charge de l'entreprise.

ARTICLE 47. AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

En cas d'augmentation ou diminution dans la masse des travaux, il sera fait application des dispositions de l'Article 57 et 58 du CCAGT applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation.

ARTICLE 48. CHANGEMENT DANS DIVERSES NATURES D'OUVRAGES

En cas d'augmentation dans diverses natures d'ouvrages, il sera fait application de l'Article 59 du CCAGT applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation.

ARTICLE 49. DEROGATION AU C.C.A.G.T ET D.G.A

Si le présent marché déroge à une prescription des textes cités en titre, l'entrepreneur se conformera aux prescriptions du présent marché, pour toutes clauses en dérogation avec le CCAGT applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation et le DGA.

ARTICLE 50. ECHANTILLONNAGE

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du Maître d'Ouvrage les échantillons des équipements et matériaux qu'il se propose d'employer. Il ne pourra mettre en œuvre des matériaux qu'après acceptation de l'ensemble des intervenants.

Les échantillons seront déposés au bureau de chantier prévu à l'article 201 paragraphes 2 du D.G.A et serviront de base de vérification pour la réception des travaux.

L'entrepreneur devra présenter à toute réquisition les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des produits proposés.

ARTICLE 51. ORDRES DE SERVICE – LETTRES – INSTRUCTIONS

L'entrepreneur se conformera strictement aux instructions qui lui seront adressés par le Maître d'Ouvrage, ainsi qu'aux ordres de services, et lettres et instructions qui lui seront adressés par le maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites ou figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour une exécution contraire à la volonté du Maître d'Ouvrage ou pour justifier un retard dans l'exécution.

ARTICLE 52. ARRET OU ABANDON DES TRAVAUX-RESILIATION

En cas d'abandon des travaux, par l'entrepreneur sans motif valable, le Maître d'Ouvrage pourra résilier purement et simplement le marché et faire poursuivre les travaux par une autre entreprise. Les excédents de dépenses qui en résulteraient seront prélevés sur la retenue ou toutes les sommes pouvant encore survenir à l'entreprise défaillante. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage décide de recourir à la résiliation cette dernière aura lieu conformément à l'article 69 de CCAG.T applicable aux marchés de travaux passés pour le compte de la Fondation.

ARTICLE 53. AGREMENT DU MATERIEL

L'entrepreneur devra faire agréer, par la Fondation et la Maîtrise d'œuvre, les dispositions détaillées qu'il compte adopter et le matériel qu'il compte utiliser.

La Fondation assistée de la Maîtrise d'œuvre pourra exiger que soient modifiées ou complétées les dispositions envisagées si celles-ci paraissent insuffisantes, et si à l'expérience, elles ne donnent pas satisfaction, en particulier, si l'usure du matériel est la cause d'une qualité ou d'une cadence insuffisante dans l'exécution des travaux.

Après approbation des dispositions définitives, et après le choix définitif du matériel proposé, l'entrepreneur aura à passer commande ferme de tous matériels, quelque qu'en soit l'origine.

Il est spécifié que l'agrément du matériel par la Fondation ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur, quant au respect des délais et aux conséquences dommageables que son utilisation pourrait avoir à usage par des tiers.

ARTICLE 54. COMPTE PRORATA

Étant donné l'importance et la consistance du présent lot, la gestion du compte prorata sera attribuée à l'entreprise du lot N° 1.

Les dépenses du compte prorata imputées à chaque autre entreprise seront fixées à un pourcentage par rapport aux montants initiaux des marchés des autres lots constituant le projet de construction d'un village de vacances de la Fondation à Martil et qui sera arrêtés en commun accord entre les différentes entreprises sous la supervision et l'arbitrage du maître d'ouvrage.

Au cas où un entrepreneur ne règle pas sa quote part à l'entreprise du lot N°1, la Fondation se réserve le droit de lui exiger la fourniture d'un quitus de paiement fourni par l'entreprise du lot N°1.

Les dépenses communes entre autres du chantier à porter au compte prorata sont énumérées ci- après (liste non limitative).

- Fourniture et pose, sur les indications de l'Administration et de la Maîtrise d'œuvre un panneau de dimension suffisante pour indiquer notamment les noms et adresses du Maître d'ouvrage, de la Maîtrise d'œuvre (Architectes et bureau d'Etudes) du Bureau de contrôle et des autres Entreprises à venir, la désignation de l'ouvrage, la date ainsi que le numéro et la date de l'autorisation de construire.
- Établissement des clôtures provisoires.
- Établissement des bureaux et sanitaires provisoires destinés à tous les intervenants pour les réunions de chantier. Ces bureaux seront équipés comme indiqué dans l'article intitulé « Installation de chantier » ci-avant.

- Approvisionnement en permanence un cahier de chantier TRIFOLD à la disposition de la Fondation et de la Maîtrise d'œuvre ou de ses représentants.
- Déposition d'un dossier complet des plans et pièces descriptives jointes au dossier au Marché des différents corps d'état, chacun en ce qui le concerne
- Amenée et consommation des fluides pour l'exécution des travaux (eau, air comprimé) et répartition sur le chantier aux différents points d'utilisation pour tous les corps d'état ainsi que les essais des différents équipements techniques
- Amenée et consommation de l'énergie électrique pour l'éclairage du chantier et pour les engins et outillages aux différents points d'utilisation pour tous les corps d'état, et en cas de besoin l'installation de groupes électrogènes de capacités suffisantes pour les besoins du chantier quels que soient les frais à ce sujet (permission d'installation, acquisition, transports, etc...).
- Disposition légale et réglementaire relative à l'hygiène et la sécurité dans la mesure où ces dispositions intéressent plusieurs entreprises.
- La clôture, l'éclairage, le nettoyage, l'entretien et le gardiennage général du chantier (les baraques de chantier propres à chaque entreprise restant sous leur surveillance et leur gardiennage).
- La fourniture des jeux de photos couleur, format 18 x 24 cm du chantier, soit : en cours d'exécution 6 photos prises par lot au moins mensuellement aux emplacements définis par la Maîtrise d'œuvre en trois exemplaires et toutes les fois que cela est jugé nécessaire par la Fondation.
- Réalisation et entretien des voies d'accès et des voiries intérieures provisoires du chantier.
- Remise en état des réseaux de voirie et d'assainissement exécutés avant son intervention.
- Gardiennage et police (à ce sujet, au cas où il est jugé nécessaire par la commission de suivi, le gardiennage peut être attribué à une société spécialisée surtout au moment de pose et raccordement des équipements de valeur et sera à la charge de l'entreprise dans le cadre du compte prorata).
- Les fournitures diverses de bureaux.
- Fourniture des casques, de chaussures de chantiers, de gilets, et des bottes pour la Fondation, la Maîtrise d'œuvre et tous les visiteurs du chantier chargés du contrôle des travaux. A noter que ces fournitures doivent être de qualité acceptable par la commission.
- Le secrétariat de la Maîtrise d'œuvre au chantier.
- Les cahiers de chantier en TRIFOLD.
- Dépenses complémentaires éventuelles : eau, électricité, téléphone, etc...
- Les frais ou dépenses découlant :
 - Des réparations nécessaires par les dégâts et dommages dont l'auteur est resté inconnu.
 - Des manutentions et de l'enlèvement des gravois d'origine inconnue.
 - Des panneaux de chantier comportant les indications réglementaires. La forme des panneaux et le libellé des inscriptions devront agréés par la Maîtrise d'œuvre et l'Administration.

DEPENSES EXCLUES DU COMPTE PRORATA

Les dépenses suivantes incombant à chaque entreprise ne sont pas imputables au compte prorata :

- Frais de communications téléphoniques de chaque entreprise,
- Installations, matériels et locaux de chantier propres à chaque lot.
- Gardiennage des locaux propres à chaque entreprise.
- Dégâts et vols imputables à un responsable bien déterminé ou couvert par les assurances,
- Echantillons agréés.

COMMISSION DU COMPTE PRORATA

La commission du compte prorata est constituée par :

-L'entrepreneur du lot N°1 : Gros œuvre, charpente métallique, charpente en bois (lamellé collé et bois massif), étanchéité, revêtement sols et murs, faux plafonds, menuiserie aluminium-bois-métallique, fluides, électricité CFO-CFA, voiries et aménagement extérieur, peinture.

-Les entrepreneurs des autres corps d'état qui seront les premiers à intervenir après le lot n°1.

L'entrepreneur du lot n°01 assure la gestion de la commission, il provoque les réunions de la commission et enregistre les dépenses en factures qui doivent être imputées au compte prorata après approbation de la commission.

En cas de désaccord, la commission est réputée s'en remettre à l'avis de la Fondation et de la maîtrise d'œuvre.

L'ENTREPRENEUR DU LOT N°1 :

- Règle aux divers corps d'état du chantier les dépenses qu'ils auraient éventuellement engagées pour le compte prorata.
- Règle les factures imputables au compte prorata émises par les tiers (hors du chantier-assurances collectives éventuelles).
- Emet les factures du compte prorata et les transmet à la destination de chacun des entrepreneurs.

CONVENTION INTER-ENTREPRISES

Il est passé entre les entreprises une convention du compte prorata, laquelle définira le pourcentage à appliquer, les modalités de règlement des factures et l'ensemble des dispositions nécessaires à la bonne exécution du compte prorata.

QUITUS

Aucun solde ne pourra être effectué sans présentation de la justification par chaque entreprise du règlement du montant du prorata lui incombant.

En cas de désaccord, les entreprises s'en remettront à la décision du Maître d'ouvrage assisté de la maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 55. PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR

- **En application de l'article 21 du CCAGT applicables aux marchés des travaux de la Fondation, l'entrepreneur sera tenu d'assister personnellement aux visites de chantier fixées par le maître d'ouvrage.**

- REPRESENTATION

1- Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur doit être présent aux réunions de chantier convenues avec la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'ouvrage ou celles demandées par ce dernier sur le lieu d'exécution des travaux ou se faire représenter par un cadre technique, dûment agréé par le Maître d'Ouvrage, muni des pouvoirs nécessaires, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

La demande écrite présentée par l'entrepreneur en vue de l'agrément d'un nouveau représentant doit être accompagnée de toutes références utiles concernant cet agent et faire connaître exactement l'étendue des pouvoirs qui lui sont accordés par l'entrepreneur au point de vue de la conduite des travaux que du règlement des comptes.

Quel que soit le motif de remplacement du personnel, l'agrément des nouveaux cadres proposés s'effectuera sur la base des curriculum vitae, lesquels devront faire valoir une expérience et une compétence au moins similaires à celles des profils initiaux.

2- L'entrepreneur ou son représentant est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressées pour se rendre soit dans les bureaux du Maître d'Ouvrage soit sur les lieux des travaux, toutes les fois qu'il en est requis.

Des procès-verbaux écrits doivent être produits à l'issue de réunions ou de visites de chantier effectuées en présence de l'entrepreneur.

- EQUIPE PROJET

La désignation de l'équipe du projet devra être faite au plus tard 7 jours calendaires à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service de commencement des travaux à l'Entrepreneur. Elle sera composée d'un responsable chargé des travaux tel que décrit dans l'article représentation et équipe du projet.

CHAPITRE-III- CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

A – TERRAIN DE PADEL

Les travaux à réaliser, objet du présent marché, comprennent :

- La réalisation de deux terrains de Padel

Le présent chapitre a pour objet de définir les ouvrages à réaliser et le matériel à mettre en œuvre ainsi que les exigences fonctionnelles auxquelles ces ouvrages devront répondre et les prescriptions auxquelles l'exécution des travaux sera assujettie.

A-1) TERRAIN PADEL

1/ STRUCTURE :

La structure principale du court sera métallique, à base d'acier laminé à chaud, avec un profil de 120x60x3 de qualité S-275-JR avec une limite élastique de 280N/mm²

Le système de structure est formé de 26 piliers, reposant chacun sur sa plaque respective d'ancrage et ses renforts respectifs à leur base (profil de 120x60x3) pour les piliers d'appui des vitres, avec résistance élastique aux alentours de 283 N/mm²

La hauteur de ces piliers variera entre 3, 4 ou 6 mètres en fonction de leur distribution, différents angles et platines pour attacher les fermetures tant vitrées que métalliques.

2/ FERMETURES MÉTALLIQUES :

Le matériel employé pour cette fermeture est composé de cadres de base au profil découpé de menuiserie de type PDS-26. Sa conformité à froid le dote d'une géométrie parfaite pour la colocation, à l'intérieur de la lèvre, de la maille électro soudée. Cette maille est composée de panneaux de maille électro soudée de 50/50/4 fabriquée selon UNE-EN-10223-4.

Avec ces deux éléments, se forme les fermetures métallique d'un court de padel constitué par :

- 12 cadres de 3000x2000 (avec 2 traverse chacune de profil de 30x20x1,5 pour lui donner plus de rigidité).
- 18 cadres métalliques de 2000x1000

Les deux types de cadres sont dotés de mécanisation très précises pour leur placement parfait entre les platines des piliers de la structure et pour leur parfaite verticalité par rapport au sol et aux vitres trempées qui forment les fonds de courts.

3/ FERMETURES VITRÉES.

Elles sont composées de 14 vitres de verres trempés incolores de 3000x2000 mm et 4 vitres de 2000x2000 mm et d'épaisseur de 10 ou 12 mm au choix du client. Ces couches de verre sont mécanisées de façon très précises et les coins arrondis pour que la structure en verres et métalliques soient montées au même niveau vertical.

Le processus de fabrication de tout ce verre trempé se fait grâce à un procédé normalisé et en conformité avec la norme UNE EN 12150-1.

Selon celle-ci, ce type de verre s'obtient en soumettant le verre à un processus thermique dans lequel il se chauffe uniformément à une température supérieure au point de ramollissement, aux alentours de 1700 °C, pour être postérieurement refroidi en surface, ce qui permet la formation d'une couche superficielle sous forte tension avec polarisation équilibrée. Cette couche donne au verre des nouvelles propriétés qui rendent celui-ci totalement différent du vers d'origine. De plus, le processus de trempage se fait dans des fours amplement dimensionnés pour ces panneaux spécifiques, obtenant un excellent degré de planimétrie tant dans le gondolement comme pour la rugosité de la surface.

4/ UNION DES VITRES ET DE L'ACIER

Les points de contact entre les panneaux de verre trempés et le matériel métallique sont les endroits les plus délicats pour le court de padel :

- D'une part, le contact du verre avec les visses qui le soutiennent à la structure, se réalise avec la pose de rondelles de néoprène de 1,5 mm d'épaisseur, qui se moule avec le fraisage mécanisé du verre et des visses qui vont être adossées.

- D'autres part, la partie postérieure des panneaux de verre trempé s'appuie sur les angles des piliers de la structure avec de joints de néoprène de 8mm d'épaisseur, qui amortissent et donne une élasticité spectaculaire à la structure.

Le choix du néoprène dans les deux cas se justifie par ses excellentes propriétés mécaniques ainsi que sa durée de vie utile dans des conditions d'environnement adverses.

- NEOPRENE – CR
- Concept, méthode d'essai, valeur, couleur noir.
- Poids spécifique UNE - 53.526 1,65 gr / cm³
- Dureté UNE - 53.130 70 Shore A
- Charge de cassure UNE - 53.130 120 Kp / cm²
- Élargissement UNE - 53.130 300 %
- Résistance à l'accélération 28 Kg / cm
- Température de travail, -35 y +105 °C
- Résistance aux huiles ASTM 1 (D.vol) -2/+8 %

5/ ELEMENTS D'UNION

Tous les éléments d'union de fixation sont en acier inoxydable de qualité A2-70 résistant à la corrosion soumis à la normative UNE-EN ISO 3506 partie 1,2,3.

Avec les caractéristiques mécaniques suivantes :

- Concept valeur
- Qualité a2-70
- Résistance à la traction 700 N / mm²
- Limite élastique 700 N / mm²
- Allongement de cassure 0,4 d

Les fixations des piliers de la structure à la bêche périphérique de béton armé du court se réaliseront avec des visses d'ancrage pour hautes charges de M14 x 20 avec leurs rondelles

Coins du court

Le court PADEL n'a pas de pilier dans le coin, le coin se forme de l'union des 2 panneaux en verre et est soutenu par une plaque mécanisée de haute résistance, permettant ainsi une meilleure esthétique du court.

6/ PEINTURE DES ELEMENTS METALIQUES

A toutes les parties métalliques, réaliser une couverture de peinture en poudre pour extérieur avec une formule résine de polyester. Cette finition, avec couleur au choix de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage proportionne à ces éléments une bonne résistance aux impacts mécaniques, à la corrosion et aux rayons ultraviolets.

Tout d'abord, procéder à un prétraitement du matériel pour avoir un substrat adéquat pour appliquer le revêtement. Ensuite, appliquer le revêtement avec une peinture en poudre pour extérieur, dépendant du type de substrat. Ensuite, curer toutes les parties laquées en poudre dans un four, jusqu'à obtention de la polymérisation exigée par le matériel.

CHAPITRE-IV- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DETAILLEES

PRIX N°.1 EQUIPEMENTS DE TERRAINS DE PADEL

L'entreprise est tenue de réaliser tous les plans et détails d'exécution de cet ouvrage, de les faire valider par un bureau de contrôle agréé à sa charge et de coordonner avec l'entreprise titulaire du lot unique afin de prendre en considération dans l'établissement des plans d'exécution BA les charges des terrains de padel.

Elle est invitée également à coordonner avec l'entreprise titulaire du lot unique, afin d'assurer la bonne exécution de la jonction entre le dallage et les terrains de padel et d'éviter toute détérioration de l'étanchéité.

Ce prix comprend les éléments suivants :

1. FERMETURE VITRÉE

Cette prestation comprend la fermeture du terrain Padel en vitrage trempée d'épaisseur minimale 12mm, respectant la norme EN 12150-1. Le vitrage sera calepiné en modules de dimensions conformes aux plans d'exécution qui seront établis par l'entreprise et validés par le BET et le BCT. La surface du vitrage devra être à même de garantir un rebond de la balle régulier et uniforme. Les coins des modules seront polis de sorte à garantir un montage vitrage entre panneau verticale sans jeu.

La fermeture vitrée est encastrée en pied dans un profilé en aluminium encastré dans une longrine périphérique du dallage en BA (à exécuter par l'entreprise titulaire du lot unique) via des goujons de fixation ou autres suivant le détail d'exécution. Ce profilé et l'ensemble du vitrage sera dimensionné pour répondre à l'exigence de stabilité et de fonctionnement. Une note de calcul justificative de l'ensemble sera établie dans le cadre des plans d'exécution de la fermeture et soumise à l'approbation de la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre et le visa du BCT.

2. TREILLIS METALLIQUE ET SUPPORT

En complément de la fermeture vitrée sera prévue un treillis métallique avec support en structure métallique galvanisée conçus en système modulaire indépendant formalisé par un tube rectangulaire avec des renforts de piliers à définir dans la note de calcul, de hauteur 1m adjoints au profil du pilier. Le treillis métallique type 50x50x4 sera de type anti lésion et fera l'objet d'une peinture écologique époxy pour extérieur couleur RAL au choix de l'architecte.

Le prix comprend également des portes d'accès y compris verrous et structure de fixation dans le treillis et implantées conformément au plan d'aménagement de l'architecte. Un dispositif d'encrage des tenseurs de filet sera également prévu.

3. FILET

Le filet a une longueur de 10 mètres et une hauteur de 0.88 mètre au centre, et s'élève à ses extrémités jusqu'à un maximum de 0.92 mètre. (Avec une tolérance maximale de 0.005 mètres).

Il est suspendu par un câble métallique d'un diamètre maximal de 0.01 mètre, dont les extrémités sont fixées aux deux poteaux latéraux d'une hauteur maximale de 1.05 mètre ou à la structure elle-même.

Les poteaux du filet ont les faces extérieures identiques avec les limites latérales du court (ouverture, porte ou structure métallique). Ils peuvent être de forme circulaire ou carrée, mais doivent avoir les bords arrondis.

Le filet est composé d'une bande supérieure de couleur blanche avec une largeur comprise entre 5.0 et 6.3 cm. Une fois pliée, cette bande aura à l'intérieur un câble qui supporte le filet. Il peut en plus y avoir une bande publicitaire mais ne dépassant pas 9.0 cm.

Le filet doit être complètement déployé de façon à occuper tout l'espace entre les piliers et la surface du court. Aucun espace ne doit être laissé entre les extrémités du filet et les poteaux. Cependant, il est quand même important qu'il ne soit pas complètement étiré.

Ce prix comprend également la fourniture et pose d'un filet en polypropylène de haute résistance spécialement fabriqué pour la pratique de ce sport selon la norme NIDE 2004 Padel, y compris fournitures et toute sujétion de fixation et pose.

4. MOQUETTE ARTIFICIELLE 13/15MM

Cette prestation comprend la fourniture et la pose d'une moquette artificielle de dernière génération pour la pratique du Padel respectant la norme UNE 41958 IN , fabriqué selon le système tufting et d'une mesure de poile 3/16 avec 20 Punt/dm donnant ainsi 42000 Punt/m² .La fibre de l'herbe NSF de 15 mm de hauteur et 6600 Ftex ,lubrifié de très basse abrasion ,est fabriquée avec du polypropylène et les additifs spécifiques qui le caractérise pour sa haute résistance et traitement anti UV ,résistant à la chaleur et aux variation climatologique extrêmes.

Le prix comprend également les lignes de service couleur de l'ensemble au choix de l'architecte.

5. CANDELABRES CONIQUES DE 6M DE HAUTEUR

Fourniture, levage, installation et raccordement de candélabres cylindriques, avec rehausse et consoles y compris système de fixation, tiges métalliques de fixation dans le massif en béton, boulons, rondelles, trous, soudures. L'épaisseur de la tôle du candélabre est conforme aux règles en vigueur.

La prestation comprend la peinture en 3 couches sur couche d'accrochage, couleur au choix du maître d'ouvrage, y compris câble entre la trappe de visite et le projecteur et toutes sujétions.

La trappe de visite doit se situer à une hauteur de 0.50 m du sol, cette trappe devra avoir des dimensions suffisantes pour recevoir un coffret tétras ou uni - polaire de dérivation et de protection, y compris fusibles et tous les accessoires nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble.

Les appareillages de chaque candélabre seront protégés par des fusibles de protection, placé dans la trappe de calibre et d'ampérage adapté en fonction de la puissance du projecteur, ces fusibles et leurs connexions de dérivations seront facilement accessibles.

Y compris une console en acier galvanisé pour la fixation de deux projecteurs.

6. FILET PARE-BALLON

Fourniture et installation d'un filet pare-ballons de maille 45mm à 50mm, diamètre minimale 4mm en verticale sur le périmètre du terrain désigné par la maîtrise d'œuvre. Le filet est fabriqué à base de polyéthylène haute densité (PE-HD) et sera conforme à la norme NIDE 2004 Padel, y compris fournitures et toute sujétion de fixation et pose.

Ouvrage payé au forfait.

CHAPITRE-V- BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF